

Recourir à la justice pour forcer les gouvernements à lutter contre le réchauffement

Dossier de la rédaction de H2o
November 2022

Le pari du Vanuatu d'impliquer la Cour internationale de justice (CIJ) pour accélérer la lutte contre le réchauffement climatique a suscité un espoir chez les militants, qui comptent sur le poids du "glaive de la justice" pour faire pression sur les gouvernements. Le gouvernement de la petite île du Pacifique, en première ligne face aux impacts du changement climatique, avait annoncé en 2021 vouloir demander un avis à l'organe judiciaire des Nations unies. Un an plus tard, l'initiative s'est accélérée avec son lancement formel devant l'Assemblée générale de l'ONU, qui devrait voter dans les prochains mois pour y donner suite ou non. La question soumise à la CIJ demandera également un éclairage sur le lien entre impacts climatiques et droits de la personne ainsi que sur les exigences liées à l'action climatique des émetteurs de gaz à effet de serre - passés, présents et futurs. "Cette campagne est un espoir qui a le pouvoir de donner un nouveau souffle aux négociations internationales", se réjouit Yeb Sano, de Greenpeace, soulignant l'excitation autour de cette initiative.

Radio-Canada